L'incontournable chef druze

Walid Joumblatt est un homme-clé dans la vie politique libanaise. Pendant que j'attends une réponse à ma demande d'interview, j'interroge des confrères à propos du personnage qu'il incarne. En majorité, on me répond en souriant. «Rassure-toi, il va te l'accorder ton entretien parce qu'il en donne, en général, plus à la presse étrangère qu'à la presse locale.»

Je comprends la démarche, plus intéressante pour un homme politique dont le souci de communiquer est plus orienté vers l'extérieur. Un comportement militant censé servir la logique partisane et, au-delà, la cause libanaise. Sans doute M. Joumblatt sera-t-il moins contrarié par mes questions que par celles de la presse locale. Mes confrères libanais vont l'interroger sur la politique intérieure et son rôle à lui, à cheval entre deux options. Comme par exemple celle qui consiste à approuver, d'une part, la résistance du Hezbollah à l'égard d'Israël et à rejeter, par ailleurs, son implication dans le conflit syrien et son appui au régime de Bachar el-Assad. La presse étrangère à laquelle j'appartiens va, elle, lui poser des questions de politique générale relatives à l'avenir d'un Liban à la recherche d'équilibre entre une guerre syrienne d'un côté et Israel de l'autre.

Ce sur quoi personne n'aime s'étendre, par ailleurs, c'est la résistance dont on parle au Golan et qui n'a rien de comparable à celle menée au Sud Liban. Dans le Golan, Il y a quatre villages druzes et les Druzes, nous dit-on, ne sont pas du tout fiables. C'est la seule communauté, non juive, que l'armée israélienne intègre et compte, donc, dans ses rangs. Organiser une résistance là où les Israéliens ont de sérieux alliés devient, dès lors, chose impossible.

La question qui se pose pour la communauté à laquelle appartient le leader du PSP et qui joue un rôle intéressant dans cet équilibre entre les frères ennemis chiites et sunnites, c'est si elle restera unie en tant qu'entité ou subira-t-elle les divisions induites par les allégeances, pour une partie d'entre elles à Israël et pour l'autre à l'Etat libanais. En fonction donc de la région où les siens se trouvent implantés.

Ce qui est reproché à Walid Joumblatt qui se veut être le chef de tous les Druzes, c'est une position très ambiguë là-dessus. Tantôt il a exhorté les Druzes de Syrie à se soulever contre le régime convaincu peut-être qu'il était que le régime allait chuter. Il leur a, plus tard, enjoint de rester à l'écart. Que dirait-il aujourd'hui aux Druzes d'Israël ? A-t-il encore de l'influence sur cette petite communauté où les familles sont très liées les unes aux autres ? Ce qu'il faut retenir comme constance dans la politique du chef de file qu'il est, c'est son acharnement à défendre et à vouloir épargner sa communauté.

Pourquoi il était, par ailleurs, important de rencontrer Walid Joumblatt ? Il se trouve qu'aujourd'hui, ce dernier joue un rôle très important dans le sens où le Camp du Futur et celui du Hezbollah ayant à peu près le même nombre de députés, c'est à son parti, le PSP, que revient le pouvoir de faire et défaire la majorité parlementaire.

Les deux camps, celui du 8 Mars et celui du 14, étant en pleines négociations, pourraient, cependant, s'entendre et mettre fin à ce rôle-clef qu'il ne joue que parce que les deux camps sont en conflit et que chacun des deux a besoin de lui pour faire pencher la balance en sa faveur. Même si on se doute bien qu'il s'agit là de pures spéculations et que ni les uns ni les autres ne sont prêts à faire bloc ou même à s'entendre sur un peu plus que le minimum.

On dit de Walid Joumblatt qu'il est proche de Jeffrey Feltman, le secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires politiques. A sa dernière rencontre avec lui, Feltman lui aurait suggéré la prudence, de ne pas faire de vagues et de garder ses distances par rapport au problème syrien qui allait durer plus longtemps que prévu. Ce qui risque de devenir insupportable et pour l'Etat libanais qui dépense beaucoup plus qu'il ne peut et pour les Libanais qui n'en peuvent plus. Le chef druze s'oppose à des pourparlers avec le régime syrien mais ne propose rien en échange qui allège le fardeau libanais dû à la présence massive syrienne.

Walid Joumblatt serait-il un pessimiste né ? Ce qui reste une certitude c'est qu'il est un homme raffiné, qui a de l'éducation et du goût. Il parle bien, il a de la culture, il lit beaucoup… Ce qui, selon une amie à moi, serait rare chez les Libanais.

M. B.

WALID JOUMBLATT AU *SOIR D'ALGÉRIE* : «L'armée

Propos recueillis par Malika Boussouf malikaboussouf@yahoo.fr

***Le Soir d'Algérie* : M. Joumblatt, peut-on dire du Liban qu'il est un petit pays, dans une grande guerre ?**

Walid Joumblatt : Nous faisons partie de la grande guerre. Sans compter que le Liban est un pays divisé. Sur le plan des opinions mais aussi sur celui des sectes. D'un côté, nous avons un parti militant qui représente une grande partie des chiites, à savoir l'Iran. Vous vous retrouvez avec une présence iranienne sur la Méditerranée et d'un autre, nous avons le régime syrien.

Vous faites allusion au Hezbollah quand vous évoquez l'Iran ?

Oui ! Le Hezbollah qui est anti-israélien et qui en a fait la preuve dans son combat en 2006 et même avant ! D'un autre côté, vous avez les musulmans sunnites qui se sentent frustrés de par le fait que leurs coreligionnaires en Syrie sont persécutés de façon massive. Plus de 10 millions de Syriens sont réfugiés, aujourd'hui, soit dans leur propre pays soit à l'extérieur, au Liban, en Jordanie, en Turquie ou ailleurs. Avec cela, vous avez l'image d'un monde arabe en constante régression. On revient sur le schisme sunnites/chiites qui fait des cycles, qui apparaît sans crier gare et disparaît de la même façon.

Le mélange de tout cela, dans un tout petit pays, explique pourquoi les regards sont aujourd'hui braqués non seulement sur le Liban, mais aussi sur toute la région. Pour l'instant, nous nous en sortons plutôt bien. Mais à long terme, je l'ignore. Les oppositions absurdes actuelles ne vont ni résoudre le problème du califat qui remonte à l'époque de la succession de Mohamed ni celui du martyre de Hussein.

Pensez-vous, vraiment, que ce soit le but actuel ? Vous croyez à une guerre de religions ? Vous pensez sérieusement que derrière toutes ces agressions et toute cette violence revendiquée par Daesh, Al Nosra et autres groupes terroristes, il y a une volonté d'asseoir un pouvoir religieux ?

Disons que, si nous le prenons sous un autre angle, il y a, quelque part, cette islamophobie grandissante en Occident. Mais il faut aussi comprendre, même après l'acte odieux contre l'hebdomadaire satirique français, qu'à travers le monde, d'Afghanistan jusqu'en Palestine, en passant par l'Irak, il y a un musulman qui se sent persécuté. Pour des raisons économiques, pour des raisons colonialistes… Ce n'est pas un hasard si ceux qui ont commis l'attentat à Paris sont des Algériens. C'est une longue histoire, le colonialisme algérien. 132 ans et pas que d'occupation…

Vous pensez qu'ils ont intégré dans leur mémoire le colonialisme français ? Ils auraient été à ce point concernés par la question algérienne ? A part qu'ils sont nés en France et pas en Algérie, et que l'Algérie ne leur a rien demandé. Que dire, alors, des Français de souche et autres Occidentaux qui épousent allègrement les causes terroristes de Daesh ?

Il y a des musulmans qui se sentent agressés et qui réagissent. Le point de repère pour les musulmans c'est La Mecque. C'est Karbala pour les chiites et c'est aussi Jérusalem. Il y a d'autres facteurs dont l'Occident n'est pas responsable : l'analphabétisme, le sous-développement engendré par des dizaines d'années de totalitarisme, d'autoritarisme. Au lieu d'avoir des révolutions arabes, nous tombons dans l'islam radical. Je ne suis pas en train de dédouaner l'Occident qui a soutenu les régimes totalitaires et porte donc une sérieuse responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui. De Saddam Hussein à Hafez el-Assad, de Moubarak à Kadhafi, il les a appuyés et en a profité à fond. Aujourd'hui, le voilà désemparé qui ne sait plus quoi faire.

A propos du printemps arabe, pense-vous que la déstabilisation de la Tunisie et de l'Egypte visait celle de la Syrie ?

Non ! Je ne suis pas d'accord. En Syrie nous avons affaire à un régime dictatorial qui dure depuis les années 1960. Depuis que le père Assad a pris le pouvoir en 1970. Après 45 ans d'autoritarisme, les populations en ont assez. Dès le début des manifestations civiles et durant six mois, le régime dirigé par le fils Bachar n'a pas arrêté de tuer. Il a fini par obtenir ceci : une guerre sectaire. Durant six mois, les manifestations d'ordre politique étaient pacifiques, les contestataires n'étaient pas armés. Quand on s'est mis à leur tirer dessus, à les torturer et que les disparus ont commencé à se compter par milliers, ils n'ont pas eu d'autre choix que celui de prendre les armes.

On l'accuse d'avoir regardé, avec complaisance, Daesh accomplir sa sale besogne...

Avant cela, il les a utilisés en Irak soi-disant contre l'occupation américaine mais dans l'Irak de Nouri al-Maliki. Il a envoyé des centaines d'attaques-suicide là-bas. Quand vous utilisez, de façon aussi démoniaque, ce genre de monstres, ça finit par se retourner contre vous. Les Etats-Unis en ont fait l'expérience avec Ben Laden.

Vous pensez donc que Daesh est une création locale ?

En grande partie oui ! C'est une création locale. Ses leaders étaient, dans leur grande majorité, emprisonnés dans un camp américain en Irak. Ce sont les adeptes d'un certain Abou Mosaab El Zerkaoui. Et cela s'est développé parce que là-bas, à l'inverse de la Syrie, il y a le pouvoir de Nouri al-Maliki. Appuyé par l'Iran, il a opéré une fâcheuse ségrégation anti-sunnites. Du coup, avec les anciens Baâthistes qui se sont joints à eux, cela a donné l'organisation de l'Etat islamique en Irak et au Levant (l'EIIL).

Comment, selon vous, l'armée libanaise tient-elle encore le coup ?

C'est une institution très solide. Il est vrai qu'aux derniers moments de la guerre civile dans les années 1980, elle s'était disloquée. Elle s'est, ensuite, ressoudée. L'esprit de corps à pris le dessus sur l'esprit sectaire. Heureusement. C'est-à-dire que jusqu'à maintenant, les divergences entre le Courant du Futur de Saad Hariri et le parti de Hassan Nasrallah concernaient l'intervention du Hezbollah en Syrie et son soutien au régime de Bachar el-Assad. Aujourd'hui, les deux sont impliqués. Une partie de al Mostaqbal est en Syrie. Sans compter qu'environ 900 Libanais seraient engagés, là-bas, auprès de Daesh.

Daesh ne fait pas de quartier. Ses membres s'en prennent aussi à des sunnites...

Ça, c'est autre chose. Les horreurs que commettent les membres de l'Etat islamique, les décapitations, etc., parce qu'ils sont très forts sur le plan médiatique, font, hélas, oublier au public les dizaines de milliers de disparus en Syrie. Les tortures infligées aux Syriens. Les villes entières qui ont été rasées. Il ne faut pas oublier cela. Il ne faut pas blâmer le Libanais, le Jordanien ou le Saoudien qui vient combattre en Syrie. Je ne suis pas en train de cautionner ce qui s'y passe. Je parle en tant qu'observateur. Il faut, par ailleurs, garder à l'esprit la grande envergure du conflit. Vous avez d'une part un empire perse, et de l'autre un monde arabe décadent. Pour l'instant, les grands acteurs sur la scène proche-orientale sont les Perses, les Turcs, qui ont leurs propres ambitions, et le poison israélien.

Vous parlez d'environs 900 Libanais partis en Syrie combattre aux côtés de Daesh. Comment, selon vous, les Libanais voient-ils l'afflux de réfugiés syriens ?

Nous n'avons pas pu, à cause de nos différences sectaires, confessionnelles et politiques, monter des camps pour accueillir des réfugiés syriens. Il y a en plus un racisme latent chez le Libanais. Près d'un million et demi de Syriens sont réfugiés ici. C'est environ le quart de la population libanaise. Dispersés à travers le territoire, les Syriens vivent dans des conditions misérables, surtout dans le nord et dans la Bekaa. Un jour, ce Syrien rentrera chez lui. Pour l'instant, il n'a pas où aller. Dans son pays tout est détruit ! Alep, Homs et une partie de Damas... Tant que Bachar el-Assad sera au pouvoir, ils ne pourront pas rentrer.

Même si je comprends certaines phobies libanaises, nous n'avons pas le choix. Il faut apporter aux Syriens un minimum d'aide. Leur donner les moyens de vivre dignement. Et on ne le fait pas.

Comment, selon vous, s'organise la résistance contre Israël à partir des villages du Sud Liban ? Parce que là-bas, aussi, vous avez diverses communautés qui y sont installées…

La résistance contre Israël au Sud Liban est passée par différentes phases. Avant, vous aviez l'alliance palestino-progressiste, ensuite, la résistance nationale libanaise, puis est venue la résistance islamique, donc le Hezbollah. N'oublions pas le mouvement Amel dont ce dernier est issu. Maintenant, le Hezbollah a une infrastructure militaire impressionnante. C'est un mouvement très bien organisé avec des moyens très puissants. Ses membres sont dévoués à la cause et ont la foi. Les différentes invasions israéliennes au Liban ont causé des dégâts terribles. De grandes pertes matérielles et humaines. Mais le Libanais, avant communiste, aujourd'hui islamiste, après avoir été, aussi, socialiste, a résisté et battu l'Israélien.

Vous soutenez cette résistance ?

Je la soutiens. Je ne peux que soutenir toute action contre Israël. C'est un axiome ! Mais il est vrai qu'un jour, je souhaiterai, en tant que Libanais, que cette résistance devienne celle de l'Etat libanais et pas d'un parti. Cela n'est malheureusement pas dans nos moyens. Cela nous dépasse parce qu'il s'agit là d'une confrontation beaucoup plus large qui se livre sur la scène moyen-orientale.

En même temps, le fait que le Hezbollah dispose d'autant de moyens permet à l'armée libanaise de tenir le coup, non ?

Oui et non. Peut-être qu'à mon niveau je peux comprendre la situation mais il y a un citoyen libanais quelque part qui a besoin d'une certaine sécurité et qui se dit qu'il est temps d'avoir un Etat qui soit souverain dans la prise de décision de la guerre ou de la paix. C'est ainsi que cela se passe dans tout Etat normal. Nous assistons, aujourd'hui, à un nouveau phénomène. A l'émergence d'entités non étatiques qui deviennent plus puissantes que les Etats. Comme le Hezbollah, les Houthis, Hamas. Qui sait s'il n'y aura pas, peut-être, un jour un Hezbollah syrien ?